

**Avis rendu le 15 octobre 2022**

**Titres : Introduction des principes généraux, Principes 2, 5, 6 – Articles 5, 7, 15, 16, 18, 20.**

*Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, puis en septembre 2021, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.*

### RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

La demandeuse s'adresse à la Commission afin d'avoir son avis sur l'attitude et les écrits d'un psychologue qui l'a suivie pendant plusieurs mois et qu'elle sollicitait « en cas de besoin ».

En effet, après une scène de violence conjugale, la demandeuse porte plainte contre son compagnon, une procédure judiciaire est engagée contre celui-ci et le couple se sépare. A la suite de cet événement, la demandeuse reprend contact avec son psychologue. Inquiète, elle le consulte également pour ses deux filles de 7 et 10 ans.

Afin de statuer sur la garde des deux enfants du couple, un dossier est monté auprès du Juge aux Affaires Familiales (JAF). A la demande de l'avocate de la mère, le psychologue rédige un écrit concernant les deux enfants qu'il a reçus et apporte des éléments d'évaluation sur le risque de traumatisme. Il rejette alors le risque de traumatisme pour l'une et pour l'autre écrit que l'événement « constitue un traumatisme grave qui influencera probablement son avenir de femme ». Le père remet en question l'écrit du psychologue. Il prend rendez-vous avec celui-ci. Après ce rendez-vous unique, le psychologue rédige alors un nouvel écrit contradictoire qui sera versé au dossier.

Quelques temps après, la demandeuse apprend que le psychologue a engagé un suivi avec son ex-compagnon et que dans le cadre d'une demande de main levée de contrôle judiciaire, le psychologue a fourni un nouvel écrit contestant la violence de celui-ci.

La demandeuse se dit choquée que ce psychologue, qui l'avait suivie quelques mois auparavant, accepte de prendre en charge la personne « dont (elle) a été victime », et demande à la Commission si, déontologiquement le psychologue pouvait engager une thérapie avec son ex-compagnon et produire des écrits « niant la capacité de violence » du compagnon.

Elle s'interroge également sur la validité des documents joints au dossier auprès du JAF.

## Documents joints :

- Copie d'une attestation d'un psychologue à la demande de madame
- Copie de deux attestations d'un psychologue à l'initiative du psychologue
- Copie d'une facture d'un psychologue
- Copie des minutes d'un jugement au tribunal

## AVIS

*AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné. Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.*

La Commission se propose de traiter du point suivant :

Intervention du psychologue dans le cadre d'une procédure judiciaire

### **Intervention du psychologue dans le cadre d'une procédure judiciaire**

L'introduction des principes généraux du Code met l'accent sur la nécessité pour le psychologue de s'appuyer, dans son application du Code, sur une réflexion éthique et un certain discernement. Si la déontologie interroge les impératifs de la profession, l'éthique conduit à un examen singulier et personnel du respect de la personne. En effet, une lecture simplifiée et automatique viendrait se confronter à l'unicité de chaque situation et à sa complexité spécifique, particulièrement dans le cas des situations conflictuelles. L'éthique s'entend ainsi comme un élément à part entière de la déontologie. Cette exigence d'un appui éthique est rappelée à l'article 20 du Code :

**Article 20 :** « *La pratique de la du psychologue est indissociable d'une réflexion critique portant sur ses choix d'intervention. Elle ne se réduit pas aux méthodes ou techniques employées. Elle nécessite une mise en perspective théorique et éthique de celles-ci* ».

Le cadre ainsi défini, d'une posture du psychologue axée sur une réflexion constante et le réexamen des éléments de chaque situation, s'accompagne de notions permettant une plus

grande latitude d'intervention. Le Principe 5 précise que dans sa pratique, le psychologue est libre dans le choix et les modalités de son intervention :

### **Principe 5 : Responsabilité et autonomie professionnelle**

*« Dans le cadre de sa compétence professionnelle et de la nature de ses fonctions, la·le psychologue est responsable, en toute autonomie, du choix et de l'application de ses modes d'intervention, des méthodes ou techniques qu'elle·il conçoit et met en oeuvre, ainsi que des avis qu'elle·il formule. Elle·il défend la nécessité de cette autonomie professionnelle inhérente à l'exercice de sa profession notamment auprès des usagers, employeurs ou donneurs d'ordre. Au préalable et jusqu'au terme de la réalisation de ses missions, elle·il est attentif·ve à l'adéquation entre celles-ci et ses compétences professionnelles. Elle·il peut exercer différentes missions et fonctions. Il est de sa responsabilité de les distinguer et de faire distinguer leur cadre respectif ».*

Cependant, le Code énonce clairement une contre-indication à une possible intervention du psychologue, dès lors qu'il existe un risque de conflit d'intérêts en raison de la relation entre des personnes reçues par le psychologue et ce dernier, ainsi le rappelle l'article 16 :

**Article 16 :** *« La·le psychologue n'engage pas d'interventions impliquant des personnes auxquelles elle·il est personnellement lié·e. Face à un risque de conflits d'intérêts, la·le psychologue est amené·e à se récuser ».*

Il n'est pas toujours simple de déterminer la bonne distance dans la relation, les limites du caractère personnel qui auraient un impact sur la compétence du professionnel à assurer son intervention relative au but auquel il s'assigne. La Commission s'est interrogée sur le choix du psychologue de ne pas orienter vers un autre professionnel comme le propose l'article 5 déjà cité, à l'appui d'un regard éthique de la situation, ainsi que le recommande l'article 20 déjà cité.

Dans la situation présentée à la Commission, le psychologue a accompagné la demandeuse dans le cadre d'un suivi psychothérapeutique pour des problèmes de couple pendant plusieurs mois. Puis il a reçu en entretien les deux enfants à l'initiative de la mère pour un suivi et a produit à la suite de ces entretiens un écrit comportant des éléments d'évaluation. Une rencontre, puis une prise en charge a également été engagée avec le conjoint, père des enfants. Le psychologue a alors rédigé des écrits comportant des éléments très affirmatifs sur la personnalité des jeunes filles et la potentielle violence de leur père.

Si le psychologue peut exercer différentes missions et fonctions, il est cependant de sa responsabilité de les distinguer et de faire distinguer leur cadre respectif, ainsi le stipule le Principe 5 déjà cité. Les documents portés à la connaissance de la Commission n'indiquent pas que ces distinctions aient été clairement établies, leur contenu allant au-delà de ce qui est attendu d'un écrit témoignant simplement d'une prise en charge thérapeutique. Or, si le

psychologue peut faire le choix de rédiger un écrit, il le fait en engageant sa responsabilité professionnelle, là encore sur la base de ce même Principe 5.

Les documents transmis à la Commission, dans leur forme, comprennent la plupart des éléments correspondant aux recommandations de l'article 18 :

**Article 18 :** « Les documents émanant d'un·e psychologue sont datés, portent son identité, son titre, son numéro d'inscription sur les registres légaux en vigueur, ses coordonnées professionnelles, sa signature ainsi que la·le destinataire et l'objet de son écrit. Seul la·le psychologue auteur·e de ces documents est habilité·e à les signer, les modifier, ou les annuler. Elle·il fait respecter la confidentialité de son courrier postal ou électronique ».

L'identité, les coordonnées du psychologue ainsi que les numéros de Siret et Adeli figurent bien dans chacun des documents. La signature n'est pas manuscrite mais est clairement identifiée comme une signature numérique. La mention « A qui de droit » en titre des documents, indique un adressage indéfini mais la phrase « je soussigné... » laisse à penser qu'il s'agit d'une attestation rédigée sciemment dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Les tournures affirmatives telles que « je suis certain que le jour de la bagarre tout le monde était alcoolisé » sur des événements auxquels il n'a pas assisté, tendent à questionner la rigueur et la partialité recommandées à l'article 5 du Code :

**Article 5 :** « En toutes circonstances, la·le psychologue fait preuve de mesure, de discernement et d'impartialité. La·le psychologue accepte les missions qu'elle·il estime compatibles avec ses fonctions et ses compétences dans le respect du présent Code. Si elle·il l'estime utile, elle·il peut orienter les personnes ou faire appel à d'autres professionnels ».

Ceci est d'autant plus avéré que les deux derniers écrits se concluent par la phrase « fait à ma propre initiative ». Dans sa pratique, le psychologue peut être amené à répondre à une demande. La phrase « fait à ma propre initiative » peut interroger quant à la place, l'autonomie, la liberté laissées au « patient ». Si le psychologue est responsable de ses interventions, la Commission rappelle qu'elles doivent être explicitées et pouvoir être justifiées théoriquement comme le rappelle le principe 6 :

### **Principe 6 : Rigueur et respect du cadre d'intervention**

« Les dispositifs méthodologiques mis en place par la·le psychologue répondent aux objectifs de ses interventions, et à eux seulement. Les modes d'intervention choisis et construits par la·le psychologue doivent pouvoir faire l'objet d'une explicitation raisonnée et adaptée à son interlocuteur, ou d'une argumentation contradictoire avec ses pairs de leurs fondements théoriques et méthodologiques. »

De plus, la deuxième attestation comporte des éléments liés aux rencontres avec la demandeuse alors que celle-ci n'était pas informée de la rédaction de cet écrit. Le psychologue aurait gagné à s'appuyer sur le Principe 2 et l'article 7 :

**Principe 2 : Respect de la vie privée, du secret professionnel, de la confidentialité**

*« La·le psychologue est soumis·e à une obligation de discrétion. Elle·il s'astreint au secret professionnel et à la confidentialité qui doivent être garantis dans ses conditions d'exercice. En toutes circonstances, elle·il en informe les personnes concernées et recherche leur consentement éclairé. Elle·il respecte le principe fondamental que nul ne peut être contraint de révéler quoi que ce soit sur lui-même ».*

**Article 7 :** *« La·le psychologue est tenu au secret professionnel dans les conditions et les limites des dispositions du code pénal (articles 226-13 et 226-14). Le secret professionnel couvre tout ce dont la·le psychologue a connaissance dans l'exercice de sa profession : ce qui lui est confié comme ce qu'elle·il voit, entend ou comprend ».*

Enfin, en plus du respect du secret professionnel dans sa pratique, il aurait été bienvenu que le psychologue s'assure de l'accord de la personne concernée par l'écrit, tel qu'indiqué par l'article 15 :

**Article 15 :** *« La·le psychologue présente ses conclusions de façon claire et adaptée à la personne concernée. Celles-ci répondent avec prudence et discernement à la demande ou à la question posée. Lorsque ces conclusions sont transmises à un tiers, elles ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. L'assentiment de la personne concernée ou son information préalable est requis ».*

Pour la CNCDP  
Le Président  
Antony CHAUFTON

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.